

# MONGONGO

Bimensuel 6 novembre 2010

N°28

450 FC

## Des pasteurs «préparent» leurs fidèles aux élections

**En prévision des élections de l'an prochain, de nombreux pasteurs s'engagent actuellement en politique en adhérant aux partis existant ou en en créant. D'autres n'hésitent pas à donner déjà des conseils, voir des consignes de vote à leurs fidèles. Certains d'entre eux s'inquiètent.**

Les élections approchent. Beaucoup d'élus reviendront à l'Eglise. Faites attention car demain ils vont une fois de plus vous tourner le dos», met en garde ses fidèles, un prêtre pendant son homélie le dimanche 10 octobre, dans une paroisse catholique de la commune Kabondo. L'abbé François Atekame, curé de la cathédrale Notre-Dame du très Saint Rosaire, prévient aussi les chrétiens contre «les discours du fils du terroir» ou «de la paroisse» que vont humblement tenir les candidats. A l'approche des échéances électorales - le premier tour des présidentielles et législatives nationales est prévu le 27 novembre 2011, et alors que débute bientôt la révision du fichier électoral, les hommes de Dieu, chacun à leur manière, tentent d'y préparer leurs fidèles...

C'est ainsi que les Eglises dites de réveil ou les sectes entrent de plein pied dans la danse. Elles parlent clairement des élections pendant leurs prêches et de nombreux pasteurs créent leur parti politique et adhèrent à certains. Ces hommes de Dieu résument leur engagement dans la déception des électeurs lors des élections de 2006 : «Les choses n'ont pas changé et les élus n'ont pas de contact avec les populations car ils ne craignent pas Dieu», disent-ils. «Nous allons vous préparer à voter selon la volonté de Dieu», lançait en septembre dernier le Pasteur Gérard Bushiri de l'église CHRISCO à ses membres. Il a invité les futurs candidats députés ou gouverneurs à passer à l'autel pour une prière spéciale pour que le pays soit dirigé par des hommes qui craignent Dieu. Seule une dame s'est levée.

### Des pasteurs politiquement engagés

En 2006, les pasteurs s'étaient limités à l'éducation civique des électeurs. Cette fois, ils s'engagent politiquement. «Nous voulons conquérir le pouvoir et le gérer par des valeurs chrétiennes», déclare le pasteur Bernard Afata, de l'Eglise ARTEMIC, président de l'Union pour le Réveil et le Développement du Congo (URDC), un nouveau parti politique récemment implanté. Deux autres pasteurs font partie du comité. Le recrutement continue. «D'autres hommes de Dieu sont conseillers dans les cabinets politiques», fait observer le professeur Casimir Ngumbi de l'Unikis. Nombreux sont des membres ou proches des partis politiques mais ne s'affichent pas encore publiquement.

Depuis un an, les pasteurs des Eglises des réveils au Congo (ERC) et ceux de l'Eglise du Christ au Congo (ECC) se réunissent une fois par mois pour discuter des élections prochaines. Et des ambitions politiques sont affichées. Selon le pasteur Simon Saïdi, président provincial des Eglises des Réveils au Congo (ERC), «en 2006 les fidèles ont voté par ignorance. Nous les formons à voter cette fois-ci en âme et conscience et à remplir correctement leur devoir civique». Cependant certains responsables d'Eglises n'hésitent pas à inviter leurs fidèles à ne voter que pour les candidats issus de leur Eglise. «Si un chrétien de mon Eglise est une autorité, j'ai la possibilité de le conseiller», déclare Jules Lowawe coordonnateur l'Eglise Bima.

Selon l'Abbé Victor Mbatu secrétaire chancelier, la conférence épiscopale natio-



nale du Congo créé cette année, en marge des prochaines élections, l'aumônerie des politiciens catholiques.

### Risque de division et de manipulation

Certains fidèles expriment des craintes face à ces engagements de leurs pasteurs. «Qu'ils ne confondent pas l'Eglise avec leur base politique», souhaite Albertine Amunga, fidèle de l'église ARTMIC. Mais le plus grand danger réside dans le vote des femmes. Elles sont nombreuses à remplir les bancs des églises et l'emprise morale des pasteurs sur elles sont très forte... En 2006, déjà, il leur avait été reproché de voter en fonction des présents (habits, sel, savon,) et d'affinités subjectives. Pour d'autres les pasteurs sont plus utiles dans l'Eglise que dans la politique sinon la pastorale en pâtira. Selon Pierre Kibaka, activiste des droits de l'homme, «rien n'assure que ces pasteurs ou leurs candidats sont sincères et valables». Pour le pasteur David Kidicho de l'Eglise Jésus en Toutes Langues (JTL), «un pasteur ne peut pas demander à ses fidèles de voter pour tel ou tel candidat pour éviter des tensions entre ses fidèles qui ont chacun leur obédience politique». Et, prévient Alphonse Maindo, professeur de science politique à l'Unikis «qu'ils ne fassent pas la politique pour s'enrichir, comme cela s'observe dans les Eglises!».

Gabriel Famba et Natacha Kongolo

## 30 novembre, début de l'enregistrement des électeurs

La Commission électorale indépendante (CEI) projette de démarrer le 30 novembre les opérations d'enregistrement des électeurs qui dureront 90 jours. Elles doivent permettre de remettre à jour le fichier électoral pour les élections prévues fin

2011. Tous les électeurs en âge de voter doivent venir se faire enregistrer à nouveau pour obtenir une nouvelle carte d'électeur. Pour justifier de son identité, celui qui se présente au bureau d'enregistrement doit se munir d'un certificat de nationalité ou attestation en tenant lieu : carte d'électeur reçue en 2006, passeport, permis de conduire national sécurisé, livre de pension congolais délivrée par l'INSS, carte d'élève ou d'étudiant, carte de service... À défaut, il faut venir avec cinq personnes déjà inscrites sur la liste des électeurs du même bureau comme témoins.

Selon Christophe Limanga, chargé des contentieux au bureau de la CEI de Kisangani, les jeunes qui auront 18 ans d'ici juin 2011 peuvent se faire enregistrer dès maintenant pour obtenir la carte d'électeur.

C. Limanga invite la population à ne pas se faire enrôler plus d'une fois. Celui qui l'est déjà dans une autre province doit présenter sa carte d'électeur au centre d'inscription de son actuelle résidence pour qu'on la déchire et on en donne une nouvelle.

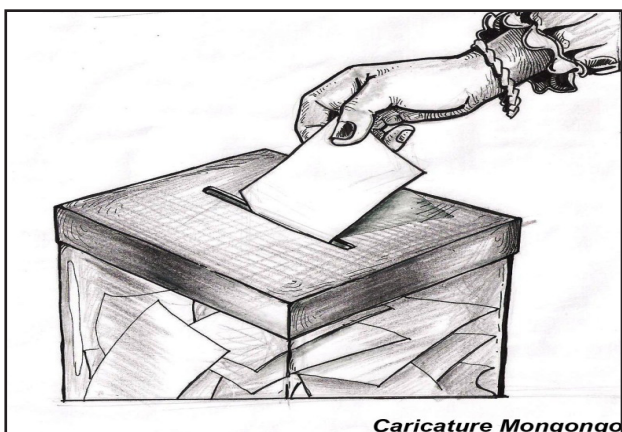
Dans la province Orientale, on compte 1432 centres d'inscriptions dotés chacun de deux ordinateurs avec

caméra, scanner et imprimante, l'objectif étant de rapprocher les lieux de vote des électeurs dans les territoires qui manquent de routes.

Le déploiement du matériel électoral en province a commencé le 26 octobre par Bafwasende et se poursuivra jusqu'à la première quinzaine de novembre grâce aux avions et véhicules de la Monusco. «Il faut une forte sensibilisation pour enrôler le plus grand nombre d'électeurs pour arracher beaucoup de sièges. Le contraire serait très grave», déclare Jean Pierre Makakaro coordonnateur du Bureau de représentation de la CEI Province Orientale

Toutefois, selon un agent de la CEI, celle-ci ne dispose pas encore de budget pour la sensibilisation. C'est de la responsabilité des organisations de la société civile (Eglise, mutualité, associations des jeunes, Ong,...) d'informer la population sur l'importance de la révision du fichier électoral, estime-t-il. Il est aussi impérieux, ajoute-t-il, que les partis politiques commencent à mobiliser leurs membres au lieu d'attendre les derniers jours.

La Rédaction



### A LIRE EN PAGE...

**1** - Des pasteurs «préparent» leurs fidèles aux élections  
- 30 novembre, début de l'enregistrement des...

**2** - Les partis politiques se réveillent  
- Se faire bien voir des jeunes avant les élections

**3** - La société civile attend des financement pour ...  
- ECHOS DE LA PROVINCE

**4** - Ba pasteurs bazali kolengela bandimi ba bango mpo...  
- Vyama vya kisiasa vimeamka  
- LA VILLE EN BREF

# Élections Les partis politiques se réveillent

Peu à peu, les élections se rapprochant, les partis politiques refont surface. Les anciens recrutent des militants, de nouveaux apparaissent ainsi qu'une radio d'opposition, la seule au milieu des chaînes du pouvoir. Mais à un mois de la révision du fichier électoral, ces partis ne font rien pour convaincre les électeurs de s'enrôler.

Tout était prêt dimanche 17 octobre pour accueillir le leader de l'Union des démocrates Mobutistes (Udemo), le Vice premier ministre de l'Emploi et de la prévoyance sociale, en visite officielle à Kisangani: les drapeaux de ce parti bordaient la route jusqu'au PK13. Les murs de son siège ont été repeints et de nouveaux drapeaux y flottent.

A l'approche de la révision des listes électorales mais surtout en prévision des élections de l'an prochain, les partis politiques commencent à se montrer. Au rond point PK6, on peut voir ainsi maintenant quatre drapeaux de différents partis politiques contre un seul il y a peu. Jadis cachée, l'Alliance pour le Renouveau du Congo (ARC) a implanté son siège en face de la résidence Equateur. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) a récemment lancé sa station de télévision locale Canal Congo TV (CCTV), pour relayer les messages, explique Simon Bokongo, Président fédéral du parti. C'est l'unique chaîne tenue par un dirigeant de l'opposition dans une ville jusque là entièrement arrosée par des chaînes proches du pouvoir.

## S'installer et recruter

On voit aussi récemment apparaître de nouveaux partis. Deux ont récemment implanté leurs fédérations provinciales. Une ancienne rizerie sur l'avenue le cocotier, abrite l'Alliance des Démocrates Humanistes (ADH) de Joseph Bangakia, ancien vice-gouverneur, créé en juillet dernier. Le pasteur Afata Afata de l'église Artemic anime la fédération de l'Union pour le Réveil et le développement du Congo (Urdc). Tous deux recrutent des militants.

Tout comme les partis traditionnels qui veulent consolider leurs positions. Le Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD), le parti au pouvoir, concrétise son mot d'ordre – pas une parcelle sans le Pprd – en allant dans les entreprises publiques. «Trois coordinations sont déjà installées dans trois régions financières et bientôt le seront trois autres», déclare Augustin Osumaka, Secrétaire exécutif du PPRD/Fédération de la Tshopo. Des cérémonies d'adhésions de nouveaux membres - commerçants, chefs d'entreprises... - se sont multipliées ces derniers mois. Le trimestre dernier, 28 750 adhérents ont été recensés et identifiés. De même les femmes du Parti Lumumbiste unifié (Palu), parti au pouvoir, circulent de ménages en ménages à la Commune de Kabondo, depuis le mois dernier, pour trouver de nouveaux militants et réveiller les anciens. Le Mouvement social pour le Renouveau (MSR), lui, forme encore les cadres et sélectionne les candidats par sondage d'opinion auprès de leurs membres et de la population.

Les deux grands partis de l'opposition, eux, n'ont pas de siège : Le RCD fonctionne à la résidence du sénateur Lola Kisanga et tient ses réunions dans des salles de la place ; le MLC s'inquiète de la sécurité de son matériel et de son personnel. «Nous souhaitons louer une maison sans que le propriétaire ne soit inquiet plus tard», affirme S. Bokongo. A l'Union des démocrates pour le progrès social (UDPS), selon Médar Wabenga, porte-parole de la fédération, on note le retour de Ben Kabala, premier gouverneur du Rcd, sinon rien ne bouge en attendant les décisions du congrès de décembre prochain.



## Se montrer plus que s'expliquer

Occuper le terrain et se montrer, c'est à quoi se résument actuellement les activités des partis politiques ce qui ne mobilise guère les citoyens. «En 2006, je voyais les partis venir avec leurs idéologies nous inciter à l'enrôlement. Je suis curieux de ne plus ressentir cette chaleur», opine un changeur au Rond point du Canon. Le matériel électoral est arrivé début octobre et la révision du fichier électoral va commencer prochainement. Pourtant parmi les politiques, seul l'honorable député national Jean-Marie Kamoni du Pprd a, lors de ses vacances parlementaires, appelé la population de Beljika, sur la route Banalia, à se préparer à l'enrôlement. «Le dimanche 10 octobre dernier, j'étais à Lububunga sensibiliser nos cadres sur la révision du fichier électoral», assure aussi Ebeba Oligo, 2<sup>e</sup> vice président fédéral du RCD. Auparavant, en septembre dernier, Eve Bazaiba, présidente de la Ligue des femmes congolaises pour les élections (LIFCE), avait invité les femmes à être plus actives au sein de leurs partis respectifs.

Visiblement, pour l'instant, ces partis ne recherchent pas encore des électeurs, seulement des militants. L'inscription sur les listes les préoccupe peu. «Ils manquent de vision et de stratégie, déplore le Pr. Maindo, ce qui est dommageable pour notre jeune démocratie.»

Trésor Boyongo et Cosmas Mungazi

# Se faire bien voir des jeunes avant les élections

A l'approche des élections, les jeunes sont très sollicités par les politiciens... et très tentés par l'argent qu'ils donnent aux associations pour les soutenir. Grâce à ces dons, les futurs candidats espèrent acheter les voix de ces nombreux électeurs. Mais tous ne sont pas dupes et certains demandent d'abord qu'ils réalisent les promesses faites en 2006.

Depuis quelque temps, les grandes artères de la ville de Kisangani et des quartiers dans les communes, sont envahies par des calicots placés par des jeunes en l'honneur des politiciens au pouvoir ou des probables candidats aux élections de 2011. «Staff Soleil Mosindo, Association bana Tshopo debout soutient le président de la République à 100%, staff Baendo, leurs associations veulent montrer qu'elles ont des bases soit pour avoir des élus soit pour les mettre à la disposition d'un futur candidat, essentiellement pour en tirer les dividendes des fonds des campagnes...»

Des politiciens, à l'affût des voix de ces nombreux jeunes, viennent les courtiser en finançant la création ou la redynamisation des associations. Ailleurs, ce sont les jeunes eux-mêmes qui prennent des initiatives, comme en 2006, pour attirer tel ou tel politicien en mettant son calicot. Seul objectif : se faire financer. Leur bilan ou leur programme importe peu. Les politiques, déjà en campagne électorale, ne se font

pas prier. «Un cadre politique nous a remis de l'argent pour créer cette association», affirme Delly Yaofanga, président de «Bana Tshopo Debout pour le développement», au rond point de la 15<sup>ème</sup> avenue Tshopo.

En face du foyer social de la commune de Kabondo, où l'on aménage un petit pont, on peut lire : «Ong DKD du



président Didier Esola soutient le gouverneur de province». «Nous soutenons DKD parce qu'il a l'habitude de nous assister en cas de deuil», déclare un groupe de jeunes réparateurs de vélos et motos sur la route Bangboka qui a placé son calicot. DKD octroie aussi du matériel aratoire à des associations de jeunes. A côté de cette Ong, un autre calicot indique : «Staff foyer soutient Didier Basai, l'homme qu'il faut à la place qu'il faut». «Je dis toujours aux jeunes de voter les gens qui vivent avec eux et qui connaissent leurs souffrances», déclare Didier Basai. Mutualités, Associations des jeunes, Ong bénéficient des dons de personnalités, par-

fois jeunes, candidats aux futures élections.

## Des allures de pré-campagne

«Nos élus passent dans des voitures fumées sans rendre compte des promesses faites», regrette Chouchou Yesaya, jeune commerçant de diamant et coordonnateur de l'Union pour le développement de la province orientale, «Udepo». Il compte maintenir ce contact avec les jeunes grâce à son association. «Avec une dizaine de tondeuses achetées par nos propres moyens, nous avons signé en juillet dernier un protocole d'accord avec le gouvernement provincial pour l'assainissement de la ville», précise Chouchou. L'assainissement est à la mode chez les hommes politiques : ici des jeunes plantent de la pelouse le long des boulevards encadrés par un calicot vantant un homme politique. Au passage d'une autorité, ils lancent des cris «Mopreso» (président), «Tata ya bana ebele» (père des familles) pour lui soutirer quelques billets de banque. L'ancien président de l'Assemblée provinciale a aussi créé une association dans ce but, «Usafi» à Mangobo.

## Prise de conscience des jeunes

Cependant les jeunes veulent cette fois que les politiciens fassent des actes concrets avant d'être élus. «Ils ont encore le temps de venir réaliser leurs promesses avec tout ce qu'ils ont gagné durant leur mandat», lance Papy Bassay, jeune leader très sollicité par des politiciens dans la commune Kabondo. «Ils ont fait des promesses aux jeunes sans les réaliser. C'est le moment de rentrer à la base», ajoute Chouchou Yesaya. Des jeunes se mettent ensemble pour réfléchir et éviter ces embrigadements des politiques.

(suite à lire page 3)



# Élections La société civile attend des financements pour se mobiliser

Les organisations de la société civile ne se mobilisent guère pour la révision du fichier électoral qui démarre bientôt. Toutes attendent des financements de l'extérieur qui ne s'annoncent pas aussi importants qu'en 2006. Excepté quelques émissions de radios, rien n'est donc fait pour informer les électeurs...

Alors que commence prochainement la révision du fichier électoral, les associations de la société civile sont encore très peu nombreuses à se mobiliser. Seules des émissions enregistrées par Search for Common Ground sont passées sur les antennes de la Radiotélévision Amani le 25 octobre. L'aumônerie des jeunes enregistre depuis le 26 octobre des émissions en français, kiswahili et lingala, financées par Développement et paix, où elle invite les acteurs de la société civile à parler de la révision du fichier électoral, des élections, de la décentralisation. Elles seront diffusées dans les radios de la place et de l'intérieur. Pour Charlie Andiru, coordonnatrice de Foleco-gender, son organisation envisage construire deux sources d'eau baptisées «*Source du citoyen électeur*» à Lubunga pour inciter la population à aller s'inscrire. Pour le reste, les actions restent occasionnelles. «*C'est surtout lors des formations, ateliers, réunions, rassemblements... que nous profitons glisser un message sur les élections*», raconte Delveaux Atenyi, Secrétaire exécutif du Conseil régional des organisations non gouvernementales de développement (Crongd).

## L'attente du financement

En fait, les organisations de la société civile attendent toutes du financement de l'extérieur pour bouger. Pierre Kibaka du groupe Justice et Libération confie : «*il y a deux mois que nous avons élaboré un programme de mobilisation pour le fichier électoral, mais sans moyens. On attend la réponse du partenaire*».

La plupart de ces organisations n'ont pas de ressources propres et dépendent des appuis extérieurs. Pour

d'autres ces élections étaient incertaines et elles sont prises au dépourvu. «*Au niveau des partenaires, on ne maîtrisait pas le processus des élections ; voilà pourquoi les Ongs n'ont pas réussi à mobiliser les moyens*», explique D. Atenyi. A la Commission Justice et Paix de l'Eglise catholique, rien n'était pas encore prévu. «*Nous attendons le coup d'envoi de l'autorité et les moyens pour en faire large diffusion*», explique Corneille Nonziodane, évêque et président des Eglises du Christ au Congo (ECC).

En 2006, en pareille période, c'était la fièvre, se souviennent certains. Des sensibilisations à travers les médias, des tribunes d'expression populaire, des formations des observateurs et témoins, des séances d'animation sur l'importance des élections et l'implication de tous, tout avait été mis en oeuvre. «*C'étaient des élections fondatrices d'un nouvel ordre politique et de la paix dans le pays, rappelle le Pr Jean Otemikongo, ex-coordonnateur de la CEI et ces enjeux ont mobilisé toutes les parties pour que celles-ci réussissent à tout prix*». «*IFES, NDI, USAID, Christian Aid, Monuc... toutes ces structures internationales avaient mis à notre disposition des ressources financières nécessaires*», se souvient aussi Jean Paul Nyindu, activiste des droits de l'homme.

Pour l'heure, certaines de ces structures internationales n'ont plus de représentation locale pour faire l'interface avec les organisations locales et les espoirs s'amenuisent. Pour J.P. Nyindu, «*cette léthargie entretient l'ignorance de la population et l'expose à la manipulation*».

Trésor Boyongo, Cosmas et Gabriel Famba

## La Socipo divisée

Depuis 2008, la société civile de la Province orientale (Socipo) est divisée. L'aile dissidente «Comité de crise de la Socipo» reproche à la coordination provinciale de ne pas avoir tenu d'élections pour renouveler les animateurs en fin de mandat. Ce comité installe petit à petit des antennes dans les différents districts et territoires. Ce qui crée un dédoublement structurel peu apprécié par la traditionnelle coordination. Pour Delveaux Atenyi, président du Comité de crise, ce sont les intérêts personnels qui bloquent l'alternance. Baudouin Mbale, Président de la Socipo/forces vives, s'est réservé de tout commentaire en rappelant que la liberté d'association est garantie par la Constitution. Plusieurs partenaires ont affaire à deux ailes de la société civile et ne savent pas parfois avec qui collaborer, car les deux regroupements se revendiquent officiels. A maintes reprises, le PNUD et la MONUC ont tenté de les réunir, mais en vain. Chaque partie rejette la responsabilité de l'échec sur l'autre. Cette crise a fait perdre à la Socipo les aides du PNUD et de la Banque mondiale. Pour le Pr. Jean Otemikongo, ex Coordonnateur de la CEI, «on est en présence d'une société civile éclatée par la politisation et ce bicéphalisme a fragilisé la société civile dans son autonomie et son efficacité».

Trésor Boyongo

## ECHOS DE LA PROVINCE

### Ubundu, pas encore concernée par les élections

Dans le territoire d'Ubundu (125 km de Kisangani) n'a encore eu lieu aucune manifestation politique, et aucune allusion au processus électoral. La majorité des partis politiques fonctionnent dans la maison de l'un de militants. Seuls les drapeaux tant de l'alliance au pouvoir que de l'opposition flottent devant les parcelles. Les gens continuent tout de même à porté les pagnes, t-shirt des partis politiques dans les manifestations publiques.

Même le PPRD parti majoritaire dans ce territoire ne donne pas signe de vie. «*Il n'y a aucun signal fort sur la révision du fichier électoral ni chez les partis politiques, ni les organisations de la société civile, moins encore dans nos adresses aux fidèles*», déclare Abbé Emile Baendi de la paroisse catholique d'Ubundu. A la CEI le recrutement des candidats, agents aux opérations d'enregistrement des électeurs, est en cours mais le bureau de la CEI est jusqu'à présent envahi par les herbes.

Fidèle Utula

### Bunia, la CEI se mobilise sans moyen

Jérôme Dhego coordonnateur du bureau de liaison de la CEI du territoire d'Irumu à Bunia a commencé à échanger avec les associations des jeunes, mutualités, les responsables de partis politiques, autorités politique et administratives, confessions religieuses et Ong locales sur le message essentiel des affiches de sensibilisation sur la révision du fichier électoral. Mais il attend encore les moyens financiers pour les diffuser. «*C'est l'esprit patriotique et de bénévolat qui nous anime, car notre hiérarchie nous a dit qu'il n'y a pas encore de budget pour ce travail*», explique-t-il. Selon lui, beaucoup de gens sont informés des prochaines échéances électorales depuis décembre 2009, lorsqu'on prévoyait la révision du fichier électoral à cette époque. Avec l'appui de la division électorale de la Monuc la CEI passait alors dans les quartiers de Bunia pour passer le message. Mais cette fois-ci, si on n'intensifie pas la sensibilisation et alors que les gens affiche un certain pessimisme sur ces élections, il y a un risque qu'ils se mobilisent peut, ajoute Jérôme D. Quant aux partis politiques, ils sont surtout préoccupés par la recherche de nouveaux adhérents.

Natacha Kongolo

### Isangi, l'ambiance politique morose inquiète la société civile

L'approche des élections ne réveille guère la vie politique à Isangi. Les partis d'opposition sont pratiquement invisibles. Même le MLC (Mouvement de Libération du Congo) dont le siège, autrefois à la l'entrée du marché Lisaliko, n'offre aucun signe de vie. «*Notre parti se réserve encore en attendant le mot d'ordre de la hiérarchie (de Kinshasa, ndlr)*», déclare Joseph Alaso, candidat malheureux aux élections de 2006. Seuls quelques partis au pouvoir, ont des bureaux actifs. Le secrétaire exécutif du PPRD est, selon Roka Kirongozi, secrétaire exécutif adjoint, est en tournée dans les secteurs et chefferies. Des réunions se tiennent dans les quartiers de la ville à la recherche de nouveaux militants et pour leur parler des élections. A en croire le président du MSR (Mouvement Social pour le Renouveau), Damien Esala, son parti s'organise pour préparer ses militants à s'enrôler massivement pour les élections pro-

(suite de la page 2)

«*Il y a trois mois, nous venons de créer le Club des Leaders Communaux regroupant les associations, mutualités ou «Mosiki» de la commune Kisangani pour identifier les petits projets à réaliser dans les quartiers. Ils seront soumis à tout politicien qui viendra nous voir. S'il ne réalise rien, il ne nous aura pas comme en 2006. Le temps des acclamations, des calicots est dé-*

passé. Il faut des réalisations», affirme Grégoire Nguvu, son coordonnateur. Un revirement de situation pour ce jeune qui avait créé en 2008 une association pour soutenir un politicien.

Maître César Olenga, secrétaire de l'association «*Debout Kisangani pour le développement*» dénonce cependant «*cette politisation des associations des jeunes et des entreprises et le port des*

chaines. Le PALU (Parti Lumimbiste Unifié) vient lui d'installer son bureau dans le quartier Mundelengulu au centre d'Isangi. Ces deux partis MSR et Palu font partie de la mouvance présidentielle. «*Les gens disent qu'ils n'iront plus voter mais nous les conscientisons à remplir leur devoir civique*», explique un ancien candidat député. Son avis est partagé par le président de la société civile, qui met en cause l'absence de réalisation des promesses faites à la population. Jérémie Imomola coordonnateur de la société civile d'Isangi constate aussi l'absence de sensibilisation et craint que le nombre de députés diminue sensiblement car lié au nombre d'électeur qui se sont feront inscrire. Actuellement ce territoire dispose de trois députés nationaux et provinciaux ce qui est peu par rapport à l'étendue du territoire et à sa population estimée à plus de 458 197. Le chef du Bureau de liaison de la CEI, Bernard Etokolombo, affirme qu'il dispose déjà des affiches de sensibilisation Il n'attend que le mot d'ordre de la CEI à Kinshasa pour lancer la sensibilisation de la population en partenariat avec la société civile. Les agents des bureaux d'enregistrement des électeurs sont déjà recrutés.

Joseph Bassay

### Isiro, les partis politiques sont déjà dans la course

A Isiro (750 km de Kisangani), les partis politiques préparent déjà les élections. Dans les quartiers de la cité, depuis début octobre, les militants du PPRD passent d'un ménage à un autre pour recruter des adhérents et parler des élections. Dimanche 24 octobre, Alphonsine Asibu, cadre du PPRD venu de Kinshasa a lancé un appel aux militants et aux médias pour que les gens se rendent massivement au bureau d'enregistrement. Les jeunes écoliers sont aussi ciblés. «*J'ai vu dans la cour de l'école un groupe d'élèves de 6<sup>ème</sup> secondaire avec des cartes de membre d'un parti politique*», affirme un enseignant.

Au RCD Goma, «*nous visons des élections correctives*», déclare Godefroid Masanza, son secrétaire exécutif. Le long des artères, les revendeurs des cartes de téléphone, de produits pétroliers et les commerçants au marché utilisent des parapluies au logo du RCD. Les associations des jeunes et des femmes sont aussi de plus en plus ciblées. En octobre, les femmes de l'Université de l'Uélé, ont parlé des élections à la rencontre des femmes protestantes. «*Chères femmes qu'on ne soit pas réticentes à l'égard du processus électoral*», a déclaré Christine Isibi, présidente du regroupement des femmes de différentes confessions religieuses au cours d'une rencontre organisée en octobre dernier à l'Eglise JSS (Jésus le seul Sauveur) à l'intention des femmes catholiques, protestantes, Kimbanguistes et des Eglises de Réveil.

A la fin de la messe dite à l'occasion du 13<sup>ème</sup> anniversaire de la mort du président Mobutu, le délégué de l'Union de Démocrates Mobotistes (UDEMO) venu de Kinshasa a insisté sur l'importance de l'enregistrement des électeurs. Dynamique de développement national (DDN) implante aussi ses structures dans les villages et groupements. Le nom des gens choisis est largement diffusé aux médias.

Depuis le 23 octobre les organisations de la société civile avec l'appui de Développement et Paix, animent une émission dénommée «*Talatala*» miroir en lingala sur l'éducation civique et les élections sur les antennes de la Radio communautaire Nava.

Richard Tandro

insignes distinctifs des hommes politiques au mépris de la loi régissant les associations sans but lucratif qui les qualifie d'apolitiques».

Mais pour les jeunes, il ne s'agit pas vraiment de politique, simplement de prendre l'argent là où il se trouve sans s'interroger sur l'origine de ces fonds.

Daniel Lokulu et Hortense Basea  
N° 28 450 FC

